

d'hélicoptères envisagé qui coûtera plusieurs centaines de millions de dollars—on parle de 280 millions et il y a des pessimistes qui l'évaluent entre 300 et 400 millions—est le fruit de la leçon du passé, et ce qu'il fera si les chiffres s'emballent comme ce fut le cas du *Bonaventure*?

L'hon. M. Macdonald: Il est clair que le député ne suit pas très attentivement les questions, et qu'il n'écoutait pas trop bien. J'ai dit au sujet du *Bonaventure* que l'erreur a été de conserver un porte-avions en service. J'admets que c'est peut-être de la sagesse tardive. En 1964, lorsqu'on envisageait le radoub—et la marine de façon générale le préconisait—on estimait qu'un porte-avions était un élément efficace. Avec le temps, il est devenu de plus en plus évident que les porte-avions ne sont pas utiles, surtout en fonction des tâches qui nous incombent. Si c'était à refaire, nous l'aurions probablement retiré du service à l'époque pour concentrer nos efforts sur le programme des destroyers bases d'hélicoptères. Le député, n'étant pas membre du comité des affaires extérieures et de la défense nationale, n'a pas pu participer à ses débats au sujet de ce programme. J'ai alors déclaré sans ambages au comité que je n'étais pas satisfait du dépassement du coût.

M. Nowlan: Il y a un glissement comme dans le cas du *Bonaventure*.

L'hon. M. Macdonald: Le député de York-Simcoe (M. Roberts) a dit qu'il avait du mal à communiquer une idée importante au député de Dartmouth-Halifax-Est pendant le peu de temps à sa disposition. Je pense que même si son temps était illimité, il ne pourrait rien communiquer au député d'Annapolis Valley (M. Nowlan).

Le fait demeure que je n'ai pas été satisfait de l'application de ce programme et j'espère que nous pourrions examiner la manière dont il a été appliqué. Toutefois, il ne semble pas y avoir de désaccord fondamental et je tiens pour acquis que le député de Dartmouth-Halifax Est ne disconvient pas que ce sont de bons navires et qu'ils devront remplir la tâche qui leur a été assignée.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'appuie la motion dont la Chambre est saisie. En fait, j'irais plus loin que ce qu'elle énonce, savoir que la politique de défense du gouvernement a tout simplement porté nos alliés à reconsidérer la confiance qu'ils avaient placée en nous. En fait, je suis sûr qu'ils ne se demandent même plus s'ils doivent nous considérer comme un partenaire à qui on peut avoir confiance en matière d'alliances internationales, parce que nous avons déclaré de façon tellement nette que nos forces armées ne devaient être rien d'autre qu'une force policière locale glorifiée, à qui on aurait confié quelques autres fonctions mineures, comme la défense de nos côtes, surtout de nos zones de pêche, contre les envahisseurs étrangers, pourvu que ces envahisseurs viennent de pays pas plus gros que le Danemark ou la Norvège.

Le *Free Press* de Winnipeg, en date du 8 mars 1971, publie un éditorial intitulé: «Defence—the Last Priority» et dont je voudrais vous citer de larges extraits, non seulement parce que cet article paraît dans un journal qui, de très longue date, appuie le parti libéral, mais

parce qu'il démontre très clairement jusqu'à quel point les politiques de défense du gouvernement actuel sont peu judicieuses.

L'éditorial affirme ceci:

Les contradictions des politiques extérieure et de défense du Canada sont devenues si flagrantes qu'il n'est guère besoin d'un exemple, comme on en trouve dans la déclaration britannique sur les prévisions de dépenses pour la défense, pour mettre en lumière l'attitude cavalière des autorités d'Ottawa à l'égard de la défense. Apparemment, la stupidité de l'unification et la couleur des uniformes de nos officiers et de nos sous-officiers continuent de nous préoccuper grandement. Heureusement, nos planificateurs n'ont pas à s'inquiéter des soldats, qui constituent une minorité insignifiante des effectifs, 17,850 simples soldats à comparer avec 68,115 officiers et sous-officiers. Dans les attrayantes brochures polychromes qui doivent expliquer la politique étrangère du Canada, le gouvernement nous parle avec emphase de la nécessité de trouver un équilibre des forces plus stable et mutuellement acceptable dans le Pacifique. Mais nous disons aux pays du Commonwealth à Singapour que le Canada ne s'en fait pas vraiment si quelqu'un vide l'océan Indien.

Quand le gouvernement britannique «croit fermement que son intention de redonner aux forces armées la place qui leur revient dans la vie de la nation et de garder la défense au premier rang des priorités sera en elle-même un encouragement direct au recrutement», le Canada a relégué la défense à la fin de sa liste des priorités.

Pourtant, la défense n'est pas la vaine illusion de quelque complexe industriel militaire, que l'on impute souvent à ceux qui s'inquiètent à la vue de la croissance militaire de l'Union soviétique. «La sécurité occidentale, déclare le document britannique, est toujours sous la menace actuelle et possible des vastes ressources militaires de l'Union soviétique. La menace ne se limite pas à la région de l'OTAN»—région dont le Canada se désintéresse. «Appuyée par sa puissance nucléaire stratégique qui ne cesse de croître, par sa flotte marchande et navale qui grandit rapidement, l'Union soviétique travaille à raffermir son pouvoir et son influence à travers le monde».

Au moment où le monde occidental, et le Canada surtout, limitent ou réduisent les fonds affectés à la défense, les pays du Pacte de Varsovie augmentent les leurs au taux de 6 p. 100 par année depuis cinq ans. Les neuf divisions soviétiques stratégiquement placées en Tchécoslovaquie en 1968 n'ont pas bougé depuis, malgré l'évocation de la détente. Plus près de nous, l'Atlantique nord, en avril 1970, a été la scène de la plus grande concentration jamais vue de navires soviétiques se livrant à de grandes manœuvres. Les Antilles ont aussi été témoins d'une activité croissante de la marine soviétique. La situation en Méditerranée est particulièrement alarmante.

• (3.30 p.m.)

Il y a cinq ans, la flotte soviétique dans la Méditerranée était au maximum de cinq navires de surface, cinq sous-marins et 10 navires auxiliaires. En 1970, selon la dernière estimation, elle compterait 30 navires de surface, 10 sous-marins et 25 auxiliaires.

Sous l'impulsion de son gouvernement, le Canada est actuellement en train d'écartier ses bons amis de longue date, notamment la Grande-Bretagne et les autres pays membres du Marché commun européen, en faveur d'alliances sociales et politiques avec des pays avec lesquels nous n'avions pas dans le passé d'intérêts communs ni n'avons eu de contacts suivis. A l'heure actuelle, on craint que l'Union soviétique ne parvienne, grâce aux dispositions bienveillantes du premier ministre (M. Trudeau), à affaiblir encore davantage le rôle critique de l'OTAN dans la défense du monde libre.